

Le sport français en danger



Frédéric Seguin/L'Équipe

Fini de rire au CNOSF

Départ de plusieurs cadres, bisbilles de pouvoir, pétition en souffrance, le Comité national olympique navigue par mer agitée.

RACHEL PRETTI

Que se passe-t-il au Comité national olympique et sportif français ? C'est la question que l'on peut se poser après les récents départs de Laurent Martini, troisième directeur exécutif depuis la création de la fonction en 2014, Myriam Antoine, directrice adjointe, ou encore Xavier Rivoire, éphémère directeur de la communication. « La vie interne d'une entreprise », minimise Denis Massegli, président du CNOSF.

Au début du mois d'octobre, il intronisait ainsi son directeur de cabinet, Stéphane Goudeau, directeur général, une fonction que le fidèle du comité exerçait il y a quatre ans. « La maison fonctionnelle », assure d'ailleurs Massegli. RAS, en quelque sorte. Plusieurs salariés avouent pourtant « vivre un enfer depuis des mois » alors qu'une deuxième enquête sur les risques psychosociaux est en cours.

Entouré de Jean-Michel Brun, secrétaire général du CNOSF, et Jean-Lou Charon, trésorier, le patron du comité s'est longuement adressé le 2 octobre à ses collaborateurs, inquiets du départ d'une vingtaine de personnes depuis un an et demi. « C'est l'ex-

pression d'un certain mal-être et il est temps que le CNOSF en prenne la mesure, reconnaît Jean-Lou Charon, président de la Fédération française de golf. Le CNOSF a restructuré la fonction de directeur général pour partir d'un nouveau pied, et le plan de fonctionnement interne proposé par Stéphane Goudeau a rassuré les salariés, notamment sur le marketing qui va passer au COJO le 1^{er} janvier 2019. »

En début d'année prochaine, l'ensemble des partenariats du CNOSF sera en effet géré par le Comité Paris 2024. Certains salariés s'interrogent sur les relations entre les deux entités alors qu'une cellule Jeux Olympiques et Paralympiques a été créée au sein du comité au retour de Lima, en septembre 2017.

« Le CNOSF est une instance en souffrance, car le pilote est critiqué par ceux-là mêmes qui l'ont mis en place, regrette un des interlocuteurs du comité. Ça affaiblit toute la maison. » Autre signe d'affaiblissement, la « guerre larvée » entre Denis Massegli et son secrétaire général, Jean-Michel Brun, qui plombe la vie quotidienne de l'institution (Denis Massegli dément cette situation et Jean-Michel Brun n'a pas répondu à nos appels) alors que,

menés par Jean-Luc Rougé, les opposants de toujours au président du CNOSF donnent de la voix. « Certaines fédérations reprochent à Massegli de ne pas s'être assez battu pour le budget des Sports parce qu'il était trop occupé par la gouvernance et la création de la future agence (*). D'ailleurs, plusieurs d'entre elles ne veulent pas sortir de la tutelle de l'État », poursuit sous couvert d'anonymat un proche de la maison bleue.

En privilégiant la bataille pour la cogestion du sport français, au sein de la future agence, c'est comme si le patron du comité avait mis la charrue avant les bœufs pour finalement se retrouver à la tête d'une « coquille vide ».

Même la pétition nationale lancée le 21 septembre pour réclamer davantage de moyens financiers et humains, derrière laquelle toutes les fédérations se sont rangées, a fait un flop. Certains en avaient contesté le bien-fondé. De fait, elle totalise un peu plus de 253 000 signatures alors que la barre (minimale) était à 500 000. « Nous sommes une petite vingtaine de fédérations à dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas, c'est-à-dire que la méthode est un peu trop gentille », confirme Alain Bertholom, prési-

dent de la Fédération de lutte, et opposant à Denis Massegli lors des dernières élections.

Et d'énumérer l'écart entre les 400 M€ que le CNOSF réclame pour l'agence et les 350 M€ dont elle disposera, la suppression envisagée de 1 600 postes dont des CTS, la fin des emplois aidés... « Je dis qu'il faut monter des barricades », poursuit le dirigeant. « Denis est dans son rôle avec la pétition. Il y a eu beaucoup de débats avec les présidents. Je pense qu'il faut avancer étape par étape, car on n'est plus en mai 1968 mais en 2018 », tempère Charon.

À moins de six ans de l'ouverture des Jeux de Paris. Le triple champion olympique Jean-Claude Killy observe tout ça d'un œil dépité. « L'organisation du sport

en France fait grand souci quand les Jeux arrivent, a-t-il expliqué récemment au Figaro. On a les Jeux à Paris, donc il faut se ressaisir très vite [...] Je ne parle pas du comité d'organisation. Je parle de toutes les entités qui veulent être califes à la place du calife. Le ministère, le CNOSF, la nouvelle agence... Il y en a beaucoup qui ne doivent pas faire un pas en avant mais un en arrière. » Et siffler la fin de la récré. **TF**

(* L'Agence nationale du sport chargée de la haute performance sportive et du développement de l'accès à la pratique sportive verra le jour au premier trimestre 2019. Elle sera dirigée par le ministre, le CNOSF, les collectivités et le monde économique.

La question Estanguet

Le mandat de Denis Massegli à la présidence du CNOSF expire début 2021. Si la course à sa succession n'est pas encore lancée, une rumeur insistante veut que, surtout dans le contexte actuel, Tony Estanguet pourrait être son successeur. Ce qui pourrait lui permettre de vite retrouver le CIO qu'il doit quitter en 2020 à la fin de son mandat. Une rumeur, sans plus. « Il y a un président jusqu'en 2021 », précise le président du COJO Paris 2024.

La question n'est pas d'actualité et présider Paris 2024 est un job à temps plein. Mon ambition, c'est que Paris 2024 soit un accélérateur pour le sport français. Le mouvement sportif a été à l'initiative de la candidature et continue de porter le projet au quotidien. Mon objectif, c'est de continuer à mettre tous les acteurs autour de la table pour garder le plus haut niveau possible d'ambition. »

M.V.

De gauche à droite : Bernard Lapasset (président d'honneur du COJO Paris 2024), Tony Estanguet (président du COJO Paris 2024), Denis Massegli (président du CNOSF), Anne Hidalgo (maire de Paris) et Thomas Bach (président du CIO) à Lima (Pérou), en septembre 2017. L'heure était alors à l'euphorie...